

Toute négociation constitue, bien sûr, un marchandage entre deux ou plusieurs parties. C'est dans cette perspective qu'il faut considérer l'issue de la Conférence.

Bien que les Soviétiques et leurs alliés aient présenté des projets de mesures de nature essentiellement théorique, ceux-ci ont probablement engagé les négociations avec très peu d'attentes précises. Seule une des propositions déclaratoires avancées par les négociateurs de l'Est au tout début de la Conférence est reflétée dans le document final. Elle portait sur le principe du non-recours à l'emploi de la force. En fait, la section du document de Stockholm qui porte sur ce principe n'a presque plus rien à voir avec le Traité que les pays de l'Est avaient proposé à l'origine et qu'ils continueront probablement de présenter à d'autres tribunes. Certains sont d'avis que l'inclusion de cette section dans le document donne un semblant de légitimité à l'approche politique et déclaratoire adoptée par l'Est à l'égard de la sécurité. Quelque peu de vraisemblance qu'ait cette assertion, il ne faut pas oublier que le non-recours à l'emploi de la force est un principe essentiel à l'idée que l'Ouest se fait des relations internationales et que le style de document de Stockholm est plutôt occidental que soviétique. Il est tout à fait évident qu'aucune décision gouvernementale ne sera prise ni qu'aucune politique ne sera adoptée sur la base de ce document si elle n'est pas compatible avec l'ensemble des intérêts occidentaux.

Plutôt que de gagner l'approbation générale, ce qu'ils savaient être un objectif presque certainement irréaliste, les Soviétiques et leurs alliés ont prôné la tenue, sur une base plus ou moins régulière, d'une tribune en vue de l'examen permanent, ou tout au moins périodique, de la sécurité en Europe, au sein de laquelle l'Union soviétique aurait une influence majeure. La tenue d'une Conférence paneuropéenne sur la sécurité, conférence essentiellement politique plutôt que militaire, est un objectif de longue date de la politique étrangère soviétique. Il reste à voir si cet objectif peut être entièrement réalisé, mais il est clair que Moscou n'aurait même pas pu poursuivre davantage cet objectif si la Conférence de Stockholm avait donné lieu à un échec ou à des résultats qui n'auraient pas été compatibles avec les exigences ou intérêts occidentaux.

De leur côté, les alliés sont très satisfaits de la Conférence; le document de Stockholm est un relevé très détaillé d'activités et de mesures concrètes visant à promouvoir la confiance et une plus grande sécurité, comme première étape essentielle en vue d'un contrôle plus strict, et éventuellement de réductions, des armements. À maints égards, les résultats de Stockholm se rapprochent de l'ensemble des mesures que l'Ouest avait originalement présenté en janvier 1984; ils pourraient, si les mesures sont honnêtement mises en œuvre, susciter davantage d'ouverture et de prévisibilité dans le domaine des activités militaires en Europe. Cette évolution pourrait à son tour contribuer à réduire un avantage dont l'Est a traditionnellement bénéficié, à savoir le secret. Depuis la Deuxième guerre mondiale, le problème de l'asymétrie a paralysé presque toutes les négociations sur le contrôle des armements, le désarmement et la sécurité. Les renseignements que l'on trouve facilement dans les médias de l'Ouest sont généralement considérés comme strictement classifiés en Europe de l'Est. Le programme d'activités convenu à Stockholm devrait arriver à réduire cette asymétrie, même s'il ne l'élimine pas.

Mais ceci n'est qu'une première étape en vue de la réalisation d'un objectif plus vaste et plus important. Pour être réaliste, il faut rappeler que si une atmosphère de confiance est une condition absolument nécessaire au contrôle des armements, à eux seuls, les résultats de Stockholm effrayeront à peine les autres avantages dont jouit l'Est, à savoir un plus grand nombre de soldats et de tanks et une doctrine géographique et militaire fondée sur le principe de l'offensive.

Dans l'appréciation des principales composantes du document de Stockholm et de l'équilibre des avantages inhérents aux résultats, il faut souligner que tous les points à négocier, et ils sont complexes, sont déjà documentés; la réussite ou l'échec ultime de la négociation dépendra de la minutie avec laquelle les mesures elles-mêmes seront mises en œuvre, processus qui prendra du temps.

Deux questions viennent immédiatement à l'esprit : comment la mise en œuvre des engagements pris par l'Est sera-t-elle contrôlée et, revers de la médaille, comment nous, les Occiden-

taux, organiserons-nous nos propres mesures de mise en œuvre ? À l'instar de l'Est, nous avons pris de durs engagements. Pour que le processus des mesures de confiance soit perçu comme mutuel et réciproque, il est important que nous établissions un haut degré de crédibilité dans notre volonté de mettre scrupuleusement en œuvre les dispositions de Stockholm. En même temps, on ne peut échapper à la conclusion qu'il sera beaucoup plus difficile de contrôler la mise en œuvre des dispositions des documents de Stockholm par l'Est qu'il n'avait été de contrôler leur respect des dispositions de moindre envergure et plus tolérantes de l'Acte final d'Helsinki.

Quelle que soit notre action, il sera important de nous rappeler constamment que la valeur essentielle de ce document repose dans l'engagement politique collectif que nous avons pris d'atteindre un haut degré de confiance dans nos relations de collectivité et que ce document ne représente aucunement un nouveau moyen de recueillir des renseignements.

À cet égard, l'inspection, en tant que moyen de vérification, constitue évidemment un cas spécial. L'une ou l'autre partie commettrait une grave erreur en recourant de façon abusive au régime d'inspection encore fragile et nouveau, en exigeant un nombre exorbitant d'inspections ou en entretenant toute autre exigence excessive à l'égard du nouveau système. Les activités de vérification doivent être réalistes quant à la définition des objectifs.

Il sera également nécessaire de tenir compte des intérêts de nombre d'États membres du groupe des pays neutres et non alignés qui, à l'instar des membres des deux alliances militaires, ont des intérêts essentiels en jeu quant aux modalités de mises en œuvre des résultats de la Conférence de Stockholm.

Dans une perspective occidentale et, en fait, plus précisément d'un point de vue canadien, les résultats positifs des négociations de Stockholm sont en grande partie attribuables à la coordination efficace des efforts déployés par les alliés de l'OTAN, non pas au détriment d'autres parties, mais en consultation avec elles, et au caractère mesuré et non polémique des négociations. Cette leçon devrait nous mettre en bonne position pour affronter les problèmes à venir, car Stockholm n'est qu'un début.